

Cahier des clauses administratives Particulière (CCAP)

Marché de service

**Accord-cadre pour des prestations de mesure de l'imposex des
populations de gastéropodes *Nucella lapillus* et *Ocenebra erinacea***

N° 251000219

PROCEDURE :

**Procédure adaptée conformément aux Articles R.2123-1 and R.2123-4 du code de la
commande publique**

Pouvoir Adjudicateur

IFREMER

CCAG APPLICABLE : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de
fournitures et services courants par décret du 30 mars 2021 (CCAG/FCS)

1. Objet du marché –Conditions générales.....	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Parties au marché.....	5
1.3. Interlocuteur pour le suivi du marché	5
1.4. Décompte des délais	5
1.5. Cotraitance.....	5
1.6. Sous-traitance.....	6
1.7. Protection de la main d’œuvre.....	6
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	7
3. DECOMPOSITION DU MARCHE.....	8
3.1. Bons de commande.....	8
3.2. Passation des Bons de commande – Généralités	8
3.3. Contenu des Bons de commande	8
3.4. Passation des Bons de commande	8
4. PRIX DU MARCHE	8
4.1. Contenu des prix	8
4.2. Type de prix.....	9
4.3. Date d’établissement des prix	9
4.4. Variation dans les prix.....	9
4.4.1. Périodicité de la révision des prix.....	9
4.4.2. Formule de révision des prix	9
PSD - Indice PSDNR3 - FSD3.....est la valeur de l’indice des frais et services divers (https://www.actuprix.fr)	10
4.4.3. Clause butoir.....	10
5. MODALITES RELATIVES AUX PAIEMENTS	10
5.1. Avance	10
5.2. Acomptes	10
6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	11
6.1. Délai global de paiement.....	11
6.2. Présentation des bons de commande.....	11
6.3. Présentation des demandes de paiement.....	12

7. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
8. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
9. PENALITES	13
9.1. Dispositions générales relatives aux pénalités	13
9.2. Pénalités pour retard	13
9.3. Autres Pénalités de retard	13
10..... DESTINATAIRE(S) DES RESULTATS	14
11..... Documentation établie par le titulaire.....	14
12..... Obligations des parties.....	14
12.1. Obligations principales du Titulaire	14
12.2. Obligation de collaboration des Parties	14
12.3. Obligation de confidentialité	15
12.4. Obligation de protection des données à caractère personnel	15
12.5. Réglementation APA.....	15
12.6. Obligation environnementale.....	16
Article 13. Opérations de vérification quantitative et qualitative	17
14..... CLAUSES DE REEXAMEN	17
14.1. Evolutions des méthodes d'analyse et évolutions réglementaires de l'accord-cadre	17
14.2. Modifications du bordereau de prix unitaires.....	18
14.3. La modification des délais d'exécution des prestations en cas de survenance de difficulté d'exécution.	18
14.4. Modification du plafond de la clause butoir.....	18
15..... MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES	19
15.1. Prestations supplémentaires	19
15.2. Le marché complémentaire	19
15.3. L'avenant de transfert.....	19
16..... MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE	20

17.	RESILIATION	20
18.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE	20
19.	ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	20
20.	TRIBUNAUX COMPETENTS	21
21.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	21

1. Objet du marché – Conditions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché est un accord-cadre qui a pour objet des prestations de mesure de l'imposex des populations de gastéropodes *Nucella lapillus* et *Ocenebra*.

Le détail des prestations est par ailleurs défini dans le cahier des clauses techniques particulières joint.

1.2. Parties au marché

Les parties au marché sont:

- L'Ifremer, désignée dans le présent contrat sous le terme de « pouvoir adjudicateur » ou « acheteur » ;
- Le fournisseur auquel le présent contrat est attribué, désigné dans le présent contrat sous le nom de « Titulaire »

Ci-après dénommés individuellement « la Partie » et collectivement « les Parties ».

1.3. Interlocuteur pour le suivi du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

1.4. Décompte des délais

Les délais du marché s'entendent en jours calendaires à défaut de toute autre mention.

1.5. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.6. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-1, L2193-2, L2193-3 et L2193-10 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur avant tout début de prestation.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/MI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article L2141-1 à L2141-14 du code de la commande publique;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

L'acte spécial (formulaire DC4) est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48.1 du CCAG/MI).

1.7. Protection de la main d'œuvre

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG/FCS.

Le titulaire remet, avant la notification du marché :

1. une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers, et dans l'affirmative, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
2. Les attestations attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor Public, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession.
3. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dans sa dernière version applicable et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics industriels approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seule foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1. Bons de commande

Conformément à l'article R2162-2 du Code de la commande publique, le marché est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux prix définis au bordereau des prix unitaires (BPU).

3.2. Passation des Bons de commande – Généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution continue jusqu'à leur terme.

3.3. Contenu des Bons de commande

Les prestations sur bons de commande sont définies au Bordereau des prix unitaires (BPU).

Parmi ces prestations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser un test au titulaire du marché. Ce test pourra être réalisé en début de marché, au cours du premier trimestre 2026. Si les résultats du titulaire ne permettent pas de garantir la comparabilité des données avec les résultats historiques, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

3.4. Passation des Bons de commande

L'Ifremer notifie au titulaire un bon de commande annuel avec la liste et le nombre des points de prélèvement prévus. A titre indicatif, le bon de commande est notifié au titulaire au premier trimestre de l'année de collecte. A titre exceptionnel, des bons de commande complémentaires pourront être notifiés au titulaire du marché. Dans ce cas, les délais définis à l'article 7 ci-après ne s'appliquent pas. A ce jour, une campagne est prévue pour 2026, pour un bon de commande notifié courant février/mars 2026.

4. PRIX DU MARCHÉ

4.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont notamment réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l'objet :

- La collecte des échantillons sur les stations dont les coordonnées sont précisées par l'Ifremer au moment de la collecte ;
- L'analyse au laboratoire, dans un délai maximum d'une semaine après le prélèvement, des individus maintenus vivants dans l'eau de mer ;
- La fourniture (sous format tableur) des données individuelles pour chaque échantillon ;
- La prestation comprend la rédaction d'une synthèse annuelle faisant des propositions d'évolution du réseau de points pour contourner le problème du syndrome de Dumpton là où c'est nécessaire ;
- Un test comparatif en début de marché ;
- Un essai inter-laboratoire le cas échéant ;
- Les résultats bruts seront également fournis sous forme de fichier (type tableur excel).
- Tous les frais annexes (emballage, frais de douane, assurances, taux de change, frais déplacement, frais de facturation, etc.).

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement, du rejet ou de l'admission avec réserves des prestations sont à la charge du titulaire.

4.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont unitaires et /ou forfaitaires.

4.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres (si plusieurs offres, au mois de remise de la dernière offre).

4.4. Variation dans les prix

4.4.1. Périodicité de la révision des prix

Les prix des postes du BPU, sont fermes pour l'année 2026. Ils sont ensuite révisés annuellement au moment de la notification du bon de commande. L'acheteur notifie l'acceptation de la révision des prix par ordre de service. La révision se fait prix par prix et est applicable à compter de la notification du bon de commande annuel. La révision des prix s'applique à la hausse comme à la baisse en appliquant la formule ci-dessous.

4.4.2. Formule de révision des prix

Les prix des prestations à bons de commande sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisables annuellement au moment de la passation du bon de commande, selon la formule suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 (0.30 (FSD3x/FSD3o) + 0.70 (ICTrev-TS Mx/ICTrev-TS Mo)))$$

Dans laquelle :

P est la valeur mise à jour du prix Po

Po est le prix d'origine à mettre à jour

PSD - Indice PSDNR3 - FSD3 est la valeur de l'indice des frais et services divers
(<https://www.actuprix.fr>)

ICTrev-TS M est la valeur de l'indice des activités spécialisées, scientifiques,
techniques (Insee 1565195)

La valeur finale des indices repérée « x » est la dernière valeur de l'indice connue au moment de la révision des prix (que l'indice soit provisoire ou définitif).

La valeur initiale des indices repérés « o » est celle connue au mois de novembre 2025.

4.4.3. Clause butoir

La révision annuelle ne pourra pas avoir pour effet une augmentation **supérieure de plus de 3% de chaque prix définis au BPU**. Le présent plafond s'apprécie par année de révision et pour chaque prix indiqué au Bordereau de prix unitaire (BPU).

5. MODALITES RELATIVES AUX PAIEMENTS

5.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées à l'article R 2191-7 et suivant du Code de la Commande Publique.

En l'absence de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

5.2. Acomptes

Le titulaire, si et seulement si, il en fait la demande, peut prétendre au paiement des acomptes suivants qui s'appliquent par campagne de prélèvements :

Acompte par campagne	
Pourcentage de l'acompte	Echéance ou livrable
30 % du montant du bon de commande annuel	Début de la collecte des échantillons sur les points de collecte
Solde du bon de commande	Fourniture à l'Ifremer des livrables indiqués au CCTP

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les pièces du marché, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

6. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

6.1. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du Titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.2. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- l'objet de la prestation,
- le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation,
- la nature, les quantités et les prix unitaires du BPU

6.3. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (poste du BPU)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Numéro du marché (25XXX)

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

7. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais suivants s'appliquent :

- L'analyse au laboratoire, dans un délai maximum d'une semaine après le prélèvement, des individus maintenus vivants dans l'eau de mer.
- La fourniture des données individuelles pour chaque échantillon : le titulaire adresse l'ensemble des données individuelles, en une ou plusieurs fois, au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année ;
- La rédaction d'un rapport de synthèse au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année ;

8. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations ont lieu :

- Pour ce qui concerne les prélèvements : aux points de collecte répartis le long du littoral entre la frontière avec la Belgique et la frontière avec l'Espagne (sous réserve de la présence de populations naturelles de ces gastéropodes).
- Pour les analyses : dans les locaux du titulaire du marché

9. PENALITES

9.1. Dispositions générales relatives aux pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder 15% du montant total hors taxes de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ci-dessous peuvent être appliquées sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché ou sur le solde du marché.

9.2. Pénalités pour retard

En cas de retard ou de dépassement des délais/dates définis à l'article 7 ci-avant, une pénalité de 50 € HT s'applique par jours calendrier de retard ou de dépassement.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

9.3. Autres Pénalités de retard

Les pénalités de retard prévues à l'article 9.1 ci-avant s'appliquent également en cas de dépassement du délai d'ajournement défini à l'article 30.2 du CCAG/FCS ou des délais des définis à l'article 7 ou à défaut du délai convenu entre les parties ;

10. DESTINATAIRE(S) DES RESULTATS

Les livrables définis aux articles 1.1 et 1.2 du CCTP sont à adresser à :

Anne Grouhel

Anne.Grouhel@ifremer.fr

Avec copie obligatoire à :

Marie-Jo Thebaud

Marie.Jo.Thebaud@ifremer.fr

11. Documentation établie par le titulaire

En complément des dispositions définies au CCTP concernant la documentation, le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs à la documentation sans supplément de prix.

12. Obligations des parties

12.1. Obligations principales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du Contrat des intervenants disposant des compétences nécessaires et en nombre suffisant pour que les objectifs contractuels soient atteints et les délais contractuels respectés.

Le titulaire garantit que les données sont comparables d'une année à l'autre et d'un point à l'autre.

En cas de difficultés dans l'exécution du Contrat, le Titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour faire preuve d'une réactivité maximale, notamment en termes de moyens humains, matériels et économiques.

Le Titulaire, en sa qualité d'homme de l'art, de professionnel et spécialiste du domaine objet du Contrat :

- Doit prendre toutes les dispositions pour assumer seul la responsabilité de la conformité des Résultats aux spécifications et autres documents contractuels et à l'ensemble des préconisations faites par la législation ou la réglementation,
- Est tenu à une obligation d'information, de conseil et de mise en garde portant sur l'ensemble des Prestations prévues au Contrat. Cette obligation concerne notamment les aspects techniques, économiques, de délais de l'exécution du Contrat et plus généralement toute autre difficulté rencontrée en cours d'exécution.

En outre, le Titulaire doit suggérer au Pouvoir adjudicateur, de sa propre initiative, la solution la plus appropriée pour répondre au besoin exprimé ou aux difficultés rencontrées.

12.2. Obligation de collaboration des Parties

Les Parties conviennent de collaborer activement et régulièrement, de s'échanger toutes les informations nécessaires à la bonne réalisation du présent contrat ainsi que de faire preuve

de sincérité dans le cadre de leurs relations contractuelles, aux fins d'optimiser les chances de succès.

Chacune des Parties s'engage à communiquer à l'autre toutes les difficultés dont elle peut prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de la réalisation des Prestations objet du Contrat, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite de l'ensemble.

12.3.Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

12.4.Obligation de protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

12.5.Réglementation APA

L'Ifremer est sensible au respect des trois piliers du Protocole de Nagoya entré en vigueur le 12 octobre 2014 et issu de la Convention sur la Diversité Biologique. Le candidat s'engage à ce titre à réaliser les prélèvements objet du présent marché conformément aux éventuelles réglementations APA applicables et à en assurer la traçabilité. L'ensemble des démarches APA requises devra avoir été réalisé auprès des autorités compétentes avant l'issue du marché ainsi que la déclaration de due diligence éventuellement exigée.

Le candidat s'engage à transmettre à l'Ifremer tout document utile attestant que le marché a été réalisé en application des législations nationales en vigueur.

12.6. Obligation environnementale

12.6.1 Clause environnementale – Respect et protection de l'environnement

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement, conformément aux objectifs de développement durable poursuivis par le pouvoir adjudicateur.

12.6.2 Prélèvements sur le littoral

Le titulaire devra :

- Réaliser les prélèvements selon des méthodes non destructives pour les écosystèmes, en veillant à limiter les perturbations des habitats naturels ;
- Utiliser du matériel réutilisable ou recyclable dans la mesure du possible, et ne pas laisser de déchets plastiques ou non biodégradables sur site ;
- Assurer le nettoyage complet des sites de prélèvement afin de ne laisser aucun déchet ou matériel.

12.6.3 Transport et logistique

Le titulaire veillera à optimiser, dans la mesure du possible, les déplacements nécessaires aux prélèvements d'échantillons et à leur acheminement en laboratoire, en favorisant le recours à des moyens de transport à faibles émissions de gaz à effet de serre lorsque cela est techniquement et économiquement faisable.

12.6.4 Analyses en laboratoire

Le titulaire veillera à :

- Utiliser des procédés d'analyse limitant l'utilisation de substances dangereuses pour l'environnement ;
- Assurer la gestion conforme des déchets issus des analyses (produits chimiques, échantillons biologiques, etc.) en s'appuyant sur des filières agréées de traitement des déchets ;
- Mettre en œuvre des pratiques de réduction de la consommation énergétique et des ressources dans le laboratoire.

12.6.5 Suivi et traçabilité

Le titulaire devra :

- Tenir à jour un registre des pratiques environnementales mises en œuvre dans le cadre du marché ;
- Fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout justificatif permettant de vérifier le respect de la présente clause.

Article 13. Opérations de vérification quantitative et qualitative

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies aux articles 29 et 30 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, l'admission des prestations ne peut être tacite.

14. CLAUSES DE REEXAMEN

Les parties envisagent de bonne foi la modification du présent marché.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le Titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent marché.

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées à l'accord-cadre quel qu'en soit le montant dans les cas de modifications listées ci-après.

14.1. Evolutions des méthodes d'analyse et évolutions réglementaires de l'accord-cadre

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées à l'accord-cadre quel qu'en soit le montant en cas de modifications des méthodes d'analyse ou en cas de modification de la réglementation.

Les parties peuvent s'accorder sur les évolutions. Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix.

Si le Pouvoir Adjudicateur accepte les modifications celles-ci font l'objet d'un avenant.

14.2. Modification de la liste des points de collecte

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées à l'accord-cadre quel qu'en soit le montant en cas de modifications de la liste des points de collectes définie à l'annexe au CCTP. Ces modifications, n'ont pas forcément d'impact financier, notamment si la modification du point de collecte se

situe dans le même périmètre géographique que le point initial. En cas d'impact financier, le titulaire devra dûment le justifier. Si le Pouvoir Adjudicateur accepte les modifications celles-ci font l'objet d'un ordre de service.

14.3. Modifications du bordereau de prix unitaires

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- Ajout de prestations aux Bordereau de prix unitaires,

Les parties peuvent d'un commun accord proposer l'intégration de nouvelles prestations. Le titulaire fournit un devis. En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par ordre de service, le Bordereau de prix unitaire modifié au titulaire. Le cas échéant, les prix ajoutés sont révisables selon les conditions précisées à l'article 5.5.2 du présent CCAP.

Les parties pourront organiser des réunions afin d'examiner conjointement les modifications envisagées. Si le Pouvoir Adjudicateur accepte les modifications celles-ci font l'objet d'un ordre de service.

14.4. La modification des délais d'exécution des prestations en cas de survenance de difficultés d'exécution.

En cas de survenance de difficultés rendant impossible le respect d'un ou plusieurs délais définis ci-avant, le titulaire peut adresser une demande de modification des délais. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les causes faisant obstacles au respect des délais contractuels. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. A cette occasion, il indique la prolongation sollicitée. Les parties pourront organiser une réunion afin d'examiner conjointement la situation. A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais.

S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation sera notifiée par ordre de service au titulaire. Cette prolongation pourra s'appliquer de manière ponctuelle ou être valable jusqu'à la fin de validité du marché.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais fixés au présent CCAP, sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

14.4. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initiée par le seul Titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclues par avenant.

15. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

15.1. Prestations supplémentaires

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le Titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenues nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour le Pouvoir Adjudicateur.

La modification prend alors la forme d'un avenant.

15.2. Le marché complémentaire

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenues nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques,
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

15.3. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

16. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-4 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour des livraisons complémentaires dont les montants cumulés ne peuvent dépasser 50 % du montant du contrat initial. Sont considérées comme livraisons complémentaires toutes livraisons qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

17. RESILIATION

En complément à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

18. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

19. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au Titulaire et datant de moins de six (6) mois,
- un extrait K-bis de moins de trois (3) mois justifiant de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés,
- une déclaration sur l'honneur dans laquelle le Titulaire atteste qu'il a effectué toutes les déclarations nécessaires auprès de l'administration fiscale et, dans l'hypothèse où il emploierait des salariés, que ceux-ci sont employés de façon régulière, conformément au code du travail.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier

qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

20. TRIBUNAUX COMPETENTS

En cas de litige, seule la réglementation française s'appliquera. Les juridictions françaises seront également seules compétentes.

La monnaie est l'euro, les prix sont exprimés hors taxes.

Les offres des candidats seront rédigées en langue **française**.

21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- * l'article 2 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG
- * l'article 3.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG
- * l'article 4.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG
- * l'article 9.1 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG
- * l'article 13 déroge à l'article 30.1 du CCAG
- * l'article 17 complète l'article 41 du CCAG